



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/21
8 octobre 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Soixante-treizième réunion
Paris, 9 – 13 novembre 2014

PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUE POUR LA PÉRIODE 2015-2017

1. Le présent document présente un sommaire des activités prévues par le PNUE et visant l'élimination des substances appauvrissant la couche d'ozone pendant la période de planification de 2015-2017. Il contient aussi les indicateurs d'efficacité du plan d'activités du PNUE et des recommandations pour examen par le Comité exécutif. Le texte explicatif du plan d'activités du PNUE pour la période 2015-2017 est joint au présent document.

OBSERVATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

2. Le tableau 1 précise les sommes prévues par année pour les activités du plan d'activités du PNUE, selon les catégories « activités requises aux fins de conformité » ou « activités de coût standard ».

Tableau 1 : Affectation des ressources au plan d'activités du PNUE, selon la proposition au Comité exécutif (2015-2017) (000 \$US)

Élément	2015	2016	2017	Total (2015-2017)	Total (2018-2020)	Total après 2020
Requis pour la conformité						
Accords pluriannuels approuvés	3 706	3 513	573	7 793	4 317	85
PGEH - phase I	327	304	226	857	153	
Préparation du PGEH - phase II	147	68		215	3 082	
PGEH - phase II	705	10 569	7 366	18 640	15 522	2 670
Démonstration – solutions à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG)	102			102	0	
Préparation pour la démonstration – solutions à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG)	17			17	0	
Assistance technique - Zones de refroidissement urbain	68			68	0	
Activités de coût standard						
Programme d'aide à la conformité (PAC)	10 699	11 020	11 351	33 070	36 137	
Renforcement des institutions	5 700	2 949	5 700	14 349	11 599	
Total général	21 470	28 424	25 216	75 110	70 810	2 755

Requis aux fins de conformitéAccords pluriannuels

3. Les accords pluriannuels approuvés s'élèvent à 7,79 millions \$US pour la période 2015-2017, 4,32 millions \$US pour la période 2018-2020, et 84 740 \$US après 2020, pour les activités de phase I du plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH).

Phase I du PGEH

4. La phase I du PGEH de trois pays (Mauritanie, Soudan du sud et République arabe syrienne) reste encore à approuver. Le plan d'activités de ces pays est de 1,01 million \$US, dont 857 237 \$US pour la période 2015-2017.

Préparation de projets de Phase II des PGEH

5. Le financement total pour la préparation des projets de phase II des PGEH¹ est de 3,3 millions \$US, incluant 214 700 \$US pour la période 2015-2017².

Phase II des PGEH pour les pays à faible volume de consommation (PFV)

6. Le montant total du financement pour les projets du secteur de l'entretien des HCFC dans les PFV a connu une réduction de 35 pour cent pour totaliser 658 833 \$US, dont 252 783 \$US pour la période 2015-2017. Le Secrétariat a souligné que l'ONUDI avait inclus plusieurs projets pour les PFV où le PNUE a été désigné comme agence d'exécution principale ou agence coopérante. Toutefois, le PNUE n'a pas inclus ces projets dans son plan d'activités.

¹ La préparation de projet pourrait être financée pour les activités de la phase II et incluse dans les plans d'activités de 2012-2014 avant l'achèvement de la phase I (décision 63/5(f)(i)).

² Les lignes directrices pour la préparation de la phase II du PGEH ont été approuvées à la 71^e réunion (décision 71/42).

Tableau 2 : Phase II des PGEH compris dans les plans d'activités de l'ONUDI où le PNUE sera l'agence d'exécution principale ou l'agence coopérante

Pays	ONUDI - Année de présentation	ONUDI – Valeurs totales (000 \$US)	Rôle du PNUE dans le plan d'activités de l'ONUDI
Antigua-et-Barbuda	2016	66	Principale
Bahamas	2020	161	Principale
Bosnie-Herzégovine	2020	161	Principale
Burundi	2020	161	Principale
République centrafricaine	2019	107	Principale
Tchad	2020	161	Principale
Congo	2019	107	Principale
Guinée équatoriale	2019	107	Principale
Érythrée	2019	109	Principale
Éthiopie	2019	161	Principale
Gambie	2020	109	Principale
Guatemala	2019	161	Coopérante
Guinée-Bissau	2019	109	Principale
Honduras	2019	268	Coopérante
Malawi	2020	161	Principale
Mozambique	2020	161	Principale
Myanmar	2020	161	Principale
Nicaragua	2019	161	Principale
Niger	2019	107	Coopérante
Rwanda	2020	161	Principale
Sainte-Lucie	2019	109	Principale
Serbie	2019	214	Coopérante
Sierra Leone	2020	107	Coopérante
Suriname	2020	107	Principale
Ouganda	2019	109	Principale
République-Unie de Tanzanie	2019	109	Principale
Zambie	2019	161	Principale

Phase II du PGEH dans les pays non à faible volume de consommation (non-PFV)

7. Le financement total pour la phase II du PGEH des pays non-PFV dans le secteur de l'entretien en réfrigération s'élève à 36,17 millions \$US pour l'élimination totale de 161,7 tonnes PAO, et comprend 18,39 millions \$US pour la période 2015-2017, pour une élimination totale de 51,3 tonnes PAO.

Projets de démonstration de solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG) et assistance technique pour des études de faisabilité dans des zones de refroidissement urbain

8. Un montant total de 186 450 \$US a été proposé pour des projets de démonstration, des études de faisabilité, et la préparation associée aux projets en fonction de la décision 72/40(b).

9. Un montant total de 118 650 \$US (qui comprend 16 950 \$US pour des projets de préparation) est compris pour un projet de démonstration visant à mettre à exécution les politiques et les lois en matière de SAO, et à identifier les centres de collecte, de régénération, et de disposition au Bahreïn et en Oman en 2015. Le PNUE n'a pas fourni de valeur SAO pour cette activité, ni indiqué s'il avait reçu une lettre pour inclure son inscription dans le plan d'activités du PNUE.

10. Un montant total de 67 800 \$US est compris pour deux études de faisabilité dans des zones de refroidissement urbain en 2015, l'une pour le Qatar, et l'autre pour le Bahreïn, l'Égypte et le Koweït. Le PNUE n'a pas fourni de valeur SAO pour cette activité, ni indiqué s'il avait reçu une lettre pour inclure son inscription dans le plan d'activités du PNUE.

Activités de coût standard

11. Le coût du PAC³ devrait être maintenu au taux d'accroissement de 3 pour cent convenu jusqu'à maintenant.

12. Pour les activités de renforcement institutionnel, un montant de 25,95 millions \$US a été inclus dans le plan d'activités, dont 14,35 millions \$US sont pour la période 2015-2017⁴ et 11,6 millions \$US, pour la période de 2018 à 2020.

Rajustements basés sur les décisions existantes du Comité exécutif

13. Conformément aux décisions pertinentes adoptées par le Comité exécutif, le Secrétariat a proposé les rajustements suivants au plan d'activités 2015-2017 du PNUE:

- (a) Augmenter les valeurs des accords pluriannuels de 50 850 \$US pour refléter les dossiers du Secrétariat (une réduction de 457 650 \$US pour la période 2015-2017);
- (b) Réduire de 326 838 \$US le financement pour la phase I des activités du PGEH pour la période 2015-2017, et aucun rajustement après 2017 puisque ces projets étaient inclus dans le plan d'activités de 2014;
- (c) Réduire de 732 684 \$US (incluant 88 307 \$US pour la période 2015-2017) le financement pour la préparation de projet de la phase II du PGEH conformément à la décision 71/42 pour la période 2015-2020;
- (d) Réduire à la valeur maximale admissible⁵ le financement fourni pour la phase II du PGEH des pays PFV, afin de réaliser la réduction de 35 pour cent de la valeur de référence de la consommation de HCFC de 188 807 \$US pour la période de 2015 jusqu'à après 2020 (y compris 58 276 \$US pour la période 2015-2017);
- (e) Retirer 118 650 \$US des projets de démonstration de solutions de remplacement des PFV pour la période de 2015-2017, sans rajustement après 2017; et
- (f) Réduire les valeurs du renforcement institutionnel de 2,27 millions \$US pour la période 2015-2020 (y compris 2,27 millions \$US pour la période 2015-2017), en fonction du moment où les renouvellements du renforcement institutionnel sont requis selon les plus récentes approbations des demandes de renforcement institutionnel et de la structure actuelle du financement.

14. On tiendra compte de ces rajustements dans le contexte du document portant sur le Plan d'activités consolidées de 2015-2017 (UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/18).

15. Le tableau 3 présente les résultats des rajustements proposés au plan d'activités de 2015-2017 du PNUE.

³ Le budget du CAP du PNUE a été présenté à la 73^e réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/30).

⁴ Conformément à la décision 63/5(b), le financement actuel pour le renforcement institutionnel aux fins du plan d'activités est maintenu jusqu'à 2020 en l'absence d'une décision sur les niveaux de financement.

⁵ Conformément à la décision 60/44(f)(xii).

Tableau 3 : Répartition des ressources dans le plan d'activités du PNUE, avec les rajustements découlant de décisions existantes du Comité exécutif (000 \$US)

Élément	2015	2016	2017	Total (2015-2017)	Total (2018-2020)	Total après 2020
Requis pour la conformité						
Accords pluriannuels approuvés	3 215	3 547	573	7 335	4 317	593
PGEH - phase I	0	304	226	530	153	
Préparation du PGEH - phase II	59	68		126	2 438	
PGEH - phase II	705	10 511	7 366	18 582	15 437	2 626
Démonstration - solutions de remplacement (faible PRG)	0			0	0	
Préparation du projet de démonstration – solutions de remplacement (faible PRG)	0			0	0	
Assistance technique - Zones de refroidissement urbain	68			68	0	
Activités de coût standard						
CAP	10 699	11 020	11 351	33 070	36 137	
Renforcement institutionnel	3 422	2 953	5 697	12 071	11 602	
Total général	18 167	28 403	25 213	71 783	70 083	3 219

Indicateurs d'efficacité

16. Le tableau 4 présente un résumé des indicateurs d'efficacité du PNUE, conformément à la décision 71/28.

Tableau 4 : Indicateurs d'efficacité du PNUE

Type d'indicateur	Titre court	Calcul	Objectif 2015
Planification-approbation	Tranches approuvées	Nombre de tranches approuvées par rapport au nombre planifié*	50
Planification-approbation	Projets et activités approuvés	Nombre de projets et d'activités approuvés par rapport à ceux qui ont été planifiés (y compris les activités de préparation de projet)**	72
Mise en oeuvre	Financement décaissé	Basé sur le décaissement estimatif dans le rapport périodique	9 510 335 \$US
Mise en oeuvre	Élimination des SAO	Élimination des SAO pour la tranche lorsque la prochaine tranche est approuvée par rapport à celles qui ont été planifiées par plan d'activités	5,8
Mise en oeuvre	Achèvement des activités des projets	Achèvement de toutes les activités des projets par rapport à celles qui ont été planifiées dans les rapport périodique (sauf la préparation de projet)	23
Administratif	Rapidité de l'achèvement financier	Le taux d'achèvement financier des projets 12 mois après l'achèvement des projets	14
Administratif	Dépôt des rapports d'achèvement de projet dans les délais prévus	Dépôt des rapports d'achèvement de projet dans les délais prévus par rapport au nombre convenu	Oui
Administratif	Dépôt des rapports périodiques dans les délais prévus	Dépôt des rapports périodiques et des plans d'activités dans les délais prévus, sauf stipulation contraire	Oui

* L'objectif d'une agence sera réduit si cette dernière ne peut présenter une tranche en raison d'une autre agence coopérante ou principale, si cette agence en a convenu.

** La préparation de projet ne doit pas faire partie de l'évaluation si le Comité exécutif n'a pas pris une décision concernant son financement.

17. Selon le plan d'activités de 2015, l'objectif du PNUE pour les tranches visant l'élimination des SAO devrait être de 67 tonnes PAO. Selon le rapport périodique 2013 pour les projets dont l'achèvement est prévu en 2015, l'objectif pour l'achèvement du projet devrait être de 99 tonnes PAO, y compris un projet de démonstration, 47 projets de renforcement institutionnel, un projet d'investissement, et 50 projets d'assistance technique.

18. Le tableau 5 présente les indicateurs d'efficacité du PNUE pour son PAC, qui ont été adoptés en fonction de la décision 48/7(e).

Tableau 5 : Indicateurs d'efficacité pour le programme d'aide à la conformité du PNUE

Indicateur d'efficacité	Données	Évaluation	Objectifs du PNUE pour 2015
Suivi efficace des réunions du réseau régional et des réunions thématiques	Liste des recommandations émanant du réseau régional et des réunions thématiques de 2014	Taux de mise en oeuvre des recommandations de la réunion qui doivent être mises en oeuvre en 2015	Taux de mise en oeuvre de 90 %
Soutien concret aux UNO dans l'exercice de leurs responsabilités, en particulier conseils d'orientation aux nouvelles UNO	Liste des solutions, moyens, produits et services novateurs destinés à aider les UNO dans l'exercice de leurs responsabilités, et indication précise de ceux qui sont destinés aux nouvelles UNO	Nombre de solutions, moyens, produits et services novateurs destinés à aider les UNO dans l'exercice de leurs responsabilités, et indication précise de ceux qui sont destinés aux nouvelles UNO	Sept solutions, moyens, produits, et services. Toutes les nouvelles UNO reçoivent un soutien en matière de renforcement des capacités. Dix autres pays soumettent des rapports de programme de pays en utilisant le système de rapports de données en ligne du Secrétariat du Fonds
Aide aux pays se trouvant dans une situation de non-conformité réelle ou potentielle (conformément aux décisions de la Réunion des Parties ou selon les données et l'analyse des tendances rapportées en vertu de l'Article 7)	Liste des pays se trouvant dans une situation de non-conformité réelle ou potentielle, qui ont reçu une aide en matière de PAC, en dehors des réunions de réseaux	Nombre de pays se trouvant dans une situation de non-conformité réelle ou potentielle, ayant reçu une assistance en matière de PAC, en dehors des réunions de réseaux	Tous les pays concernés
Innovations dans la production ou la livraison de produits et services d'information au niveau mondial ou régional	Liste des produits et services d'information au niveau mondial ou régional destinés à de nouveaux publics cibles ou qui atteignent les publics cibles existants sous des formes nouvelles	Nombre de produits et services d'information au niveau mondial ou régional destinés à de nouveaux publics cibles ou qui atteignent des publics cibles existant sous des formes nouvelles	Sept produits et services de cette catégorie
Étroite collaboration entre les équipes régionales du PAC et les agences d'exécution/bilatérales oeuvrant dans les régions	Liste des missions et des initiatives conjointement entreprises par le personnel régional du PAC et les agences d'exécution et bilatérales	Nombre de missions et d'initiatives conjointes	Cinq dans chaque région

Questions de politique

19. Le PNUE n'a soulevé aucune question de politique en lien avec ce plan d'activités.

RECOMMANDATIONS

20. Le Comité exécutif pourrait envisager :

- (a) Prendre note du plan d'activités 2015-2017 du PNUE comme il apparaît au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/21;
- (b) Déterminer si l'on doit ajouter au plan d'activités du PNUE des activités indiquées dans le plan d'activités de l'ONUDI pour la phase II des plans de gestion de l'élimination des HCFC dans les pays à faible volume de consommation; et
- (c) Approuver les indicateurs d'efficacité du PNUE qui figurent aux tableaux 4 et 5 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/21, tout en fixant un objectif d'élimination de 67 tonnes PAO pour l'élimination des SAO pour les tranches annuelles, et de 99 tonnes PAO pour l'achèvement des projets pour les activités.

UNEP 2015-2017 BUSINESS PLAN

PRESENTED TO THE
73RD MEETING OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION
OF THE MONTREAL PROTOCOL

15 SEPTEMBER 2014



UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

TABLE OF CONTENTS

EXECUTIVE SUMMARY	3
I. METHODOLOGY	4
II. MULTILATERAL FUND TARGETS	4
A. OBJECTIVES OF THE THREE-YEAR BUSINESS PLAN	4
B. RESOURCE ALLOCATION	5
III. PLANNED BUSINESS PLAN ACTIVITIES	5
A. NATIONAL LEVEL	5
B. REGIONAL LEVEL	6
C. GLOBAL LEVEL	6
D. NEW PROJECT TYPES	6
IV. PERFORMANCE INDICATORS	7
V. POLICY, ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL ISSUES	9

EXECUTIVE SUMMARY

The United Nations Environment Programme (UNEP) is submitting this document for the consideration to the 73rd meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol. The document presents UNEP's three-year rolling Business Plan for its Montreal Protocol-related activities covering the years 2015-2017. It comprises:

- Narrative.
- Annex I: Projects planned for submission.

The focus and orientation of UNEP's work under this Business Plan continues to be defined by the evolving needs of countries operating under Article 5 of the Protocol ("Article 5 countries") as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations. Through the activities identified in this Business Plan, UNEP will assist the countries with implementing their HCFC phase-out responsibilities including meeting the 2015 target and preparing for subsequent reduction steps, strengthening the government institutions in Article 5 countries responsible for implementing and reporting on their national strategies to comply with the Montreal Protocol, and sustaining Article 5 countries' compliance with ozone depleting substance (ODS) phase out targets already met.

UNEP will achieve its Business Plan objectives by a combination of compliance assistance services delivered through the 2015 Compliance Assistance Programme (CAP),¹ as well as the ongoing and planned national, regional and global projects detailed in this document. The latter project services include preparation and implementation of HCFC Phase out Management Plans (HPMPs) for both Stages I and II, Institutional Strengthening projects, HCFC demonstration projects, and technical assistance.

UNEP will deliver the projects in this 2015-2017 Business Plan and perform the project development, monitoring and reporting duties required of all Implementing Agencies through the proposed 2015 CAP Budget,² and assist countries with implementation.

In addition to the projects detailed in this Business Plan, UNEP continues to assist several bilateral agencies with the implementation of their Multilateral Fund projects, and UNEP also implements several Montreal Protocol projects funded by entities outside of the Multilateral Fund,³ complementing to MLFS projects.

UNEP is planning project submissions over the next three years as follows: US\$ 21,470,347 for 2015, US\$ 28,424,092 for 2016, and US\$ 25,215,955 for 2017, all inclusive of the respective annual CAP budgets and programme support costs (PSC).

¹ In addition to the projects indicated in this Business Plan, during 2015 UNEP will also provide through its CAP 372 country-specific special compliance services, the operation of 10 Regional/sub-Regional Networks of Ozone Officers, facilitation of South-South cooperation, assistance with regional awareness activities, and provision of a global Information Clearinghouse that provides National Ozone Units with services that include information, communication, education, electronic knowledge management and capacity building.

² This Business Plan provides details about the individual *projects* proposed for UNEP implementation in 2015-2017. UNEP will report details on its performance with implementing the projects through its UNEP's Annual and Financial Progress Report. For details about *non-project-related* activities and services delivered by UNEP through the CAP, please refer to the 2015 CAP Work Programme, Activities and Budget submitted to this same meeting.

³ For more details, please see the separate 2015 CAP Work Programme and Budget submission.

For 2015, UNEP will prepare and submit 122 projects to the Executive Committee, including new projects, planned tranches of previously-approved multi-year agreements (MYAs), and the annual CAP Budget for the year 2016.

UNEP proposes to adopt performance indicators for this Business Plan in line with Decisions 71/21 and 71/28 and guidance received during the two 2014 Inter-Agency Coordination Meetings (11-14 February and 2-3 September, Montreal).

I. METHODOLOGY

This section describes the methodology, consultations, guidance and inputs UNEP used when developing this Business Plan:

- During the first half of 2014, UNEP consulted with National Ozone Officers in Article 5 countries on their countries' business planning needs, through dialogues during meetings of Regional Networks of Ozone Officers, as well as via direct contact with Ozone Officers.
- UNEP reviewed and drew experiences gained from implementation of its 2014-2016 Business Plan (UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/10), taking into account new trends and emerging developments. UNEP also considered the programmatic direction and activities included in its approved 2014 CAP Budget (Decision 71/33).
- UNEP used the Multilateral Fund's 2014-2016 consolidated business plan (UNEP/OzL.Pro/ExCom/71/7) endorsed by the Executive Committee meeting (Decision 71/18) as a guidance document for resource planning for the triennium and identification of countries requiring assistance.
- UNEP also followed the guidance provided by the Multilateral Fund Secretariat during the 2014 Inter-Agency Coordination Meetings.
- UNEP consulted with the other Implementing Agencies and bilateral agencies to increase collaborative and mutually-supportive initiatives and to avoid duplication of effort.
- UNEP considered various Executive Committee decisions as guidance for this Business Plan.

II. MULTILATERAL FUND TARGETS

A. OBJECTIVES OF THE THREE-YEAR BUSINESS PLAN

The focus and orientation of UNEP's work continues to be defined by the evolving needs of Article 5 countries as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations.

UNEP's proposed 2015 CAP Work Programme, Activities and Budget submitted for the consideration of the 73rd Executive Committee meeting details UNEP's vision and approach for CAP in 2015. Following that approach, UNEP will provide three tracks of assistance to Article 5 countries:

- Track 1: Support Article 5 countries to implement responsibilities related to HCFC phase out, expeditiously meet the 2015 HCFC control measures and prepare for 2020 and beyond.
- Track 2: Foster strong partnerships in Article 5 countries to ensure sustainable compliance of phase-out targets already met.

- Track 3: Awareness, knowledge-sharing and capacity building services that promote substitutes, and alternatives to ODS that maximize safety and minimize the impact on the environment in support of Decision XIX/6.

B. RESOURCE ALLOCATION

During this Business Plan period, UNEP plans to prepare and submit for approval the projects as detailed in Annex I: Projects planned for submission 2015-2017. UNEP's proposed resource allocation plan for these projects is as follows:

Project	Type	Value (US\$ inclusive of PSC)		
		2015	2016	2017
HPMP and Demonstration projects preparations	PRP	163,850	67,800	0
HPMP implementation	PHA	4,737,964	14,386,659	8,165,340
Institutional strengthening	INS	5,699,814	2,949,437	5,699,814
HCFC demonstration project	DEM	169,500	0	0
Compliance Assistance Programme	TAS	10,699,219	11,020,196	11,350,801
	<i>Total</i>	<i>21,470,347</i>	<i>28,424,092</i>	<i>25,215,955</i>

III. PLANNED BUSINESS PLAN ACTIVITIES

This section describes costed projects at the national, regional and global levels proposed by UNEP in the 2015-2017 Business Plan period. All of the projects are included in Annex I.

A. NATIONAL LEVEL

Through this Business Plan, UNEP plans to deliver the following projects at the national level during 2015-2017:

- HPMP project preparation and implementation. UNEP will assist five Article 5 countries with HPMP Phase II preparation in accordance with Executive Committee policies and guidelines. UNEP will also assist Article 5 countries with the implementation of the non-investment components of the HPMPs (both Stage I and II), in cooperation with other Implementing Agencies and bilateral agencies. In total, during this Business Plan UNEP will be the HPMP Lead Agency for 71 countries and Cooperating Agency for 30 countries.
- Institutional Strengthening projects. UNEP provides 103 countries with ongoing technical assistance and administrative support for the implementation of their IS projects, including the submission of IS renewals and assistance with activities covered by these projects. UNEP will submit such projects as per the appropriate timing and when all the necessary pre-conditions have been met (e.g. disbursement rate, reporting obligations). This service is performed as part of CAP services, with 0% PSC to UNEP.
- New project types. There are several new projects included in this Business Plan that are described in more detail in section III D.
- Residual CFC phase out projects. Though there are no new CFC-related projects added to this Business Plan, UNEP will continue to assist a small group of countries to implement the final

tranches of their National Phase-out Plans (NPP) and Total Phase out Management Plans (TPMPs).

B. REGIONAL LEVEL

Through this Business Plan, UNEP plans to deliver the following projects at the regional level during 2015-2017:

- HCFC PHASE-OUT MANAGEMENT PLAN FOR PIC COUNTRIES THROUGH REGIONAL APPROACH (STAGE I, SECOND TRANCHE)

C. GLOBAL LEVEL

Through this Business Plan, UNEP plans to deliver the following projects at the global level during 2015-2017:

- None

D. NEW PROJECT TYPES

UNEP is planning to submit the following projects during the 2015-2017 period. As these types of project have not been previously proposed by UNEP for the consideration of the Executive Committee, the following provide additional details about their objectives:

Project	Objective and main activities
Feasibility Study addressing District Cooling (Qatar)	The overall objective of this joint UNIDO and UNEP project is to assist the Government of Qatar in phasing-out ozone depleting substances while providing additional benefits both for the climate and energy sectors. The proposed methodology supports the efforts of the Government of Qatar and complements its activities under the HPMP. Further, it provides crucial technical assistance and capacity building measures assuring the country’s compliance with obligations under the Montreal Protocol and set an example for other regional countries with similar characteristics. At the same time it makes an important contribution to the ongoing efforts towards considering additional climate benefits through mitigation of climate change by reducing greenhouse gas (GHG) emission into the atmosphere and achieving energy efficiency. The project is in line with ExCom decision 72/40.
Feasibility Study addressing Non-conventional Technologies for Central Air-Conditioning Systems, In the Middle East Region	The overall objective of this joint UNIDO and UNEP project is to assist the Governments of Bahrain, Egypt and Kuwait in phasing-out ozone depleting substances while providing additional benefits both for the climate and energy sectors. The proposed methodology supports the efforts of the Governments of Bahrain, Egypt and Kuwait and complements their activities under their HPMPs. Further, it provides crucial technical assistance and capacity building measures assuring the country’s compliance with obligations under the Montreal Protocol through providing important tool for decision-makers in government and private sector on the selection of long-term technologies in the central A/C sector and set an example for

Project	Objective and main activities
	other regional countries with similar characteristics. At the same time it makes an important contribution to the ongoing efforts towards considering additional climate benefits through mitigation of climate change by reducing greenhouse gas (GHG) emission into the atmosphere and achieving energy efficiency. The project is in line with ExCom decision 72/40.
Demonstration project based on dec. 72/40 in the refrigeration sector (2 projects; preparation and implementation)	The proposed technical assistance project will help countries to enforce ODS legislation and policies already in place while implementing a step-by-step plan for the collection, recycling, reclaiming, and disposal of ODS. Through this project, the country will be able to develop enforcement measures to control the compliance of every step of the ODS lifecycle. In order to do that, the project will identify all collection, reclaiming, and disposal centres and establish their mandates, while incorporating them as part of the official national collection, reclaiming, and disposal system. The project will be implemented in 2 countries i.e. Bahrain and Oman as pilot for the rest of the region.

IV. PERFORMANCE INDICATORS

UNEP expects that the services, activities and projects identified in the approved 2015 CAP Work Programme, Activities and Budget and the proposed 2015-2017 Business Plan will result in:

- Improved capabilities and technical skills of NOUs staff to effectively carry out approved phase-out programmes and thus ensure sustained compliance;
- Countries in non-compliance received necessary support enabling swift return to compliance;
- Increased high level political commitment to the ozone agreements;
- ODS phase-out obligations mainstreamed into national environmental strategies/policies;
- Early action taken by countries on the HCFC phase out due to HPMP preparation and information services.
- Increased number of Parties to the Montreal Protocol Amendments;
- Enhanced awareness of users and other relevant stakeholders of forthcoming reductions in ODS supply and availability of viable alternatives;
- All client countries reported Article 7 data by established deadlines and quality of reported data improved;
- Majority of client countries submitted outstanding reports on implementation of their Country Programmes to the Multilateral Fund Secretariat;
- Improved and enforced ODS related legal instruments particularly the addition of HCFCs to licensing systems and initiation of HCFC quota systems;
- NOUs provided with best available information that enable them to make decisions on alternative technologies, sound approaches and methodologies;
- Broadened and strengthened regional cooperation in the implementation of the ozone treaties;
- Increased number of countries benefiting from direct country-to-country assistance;
- Concerted actions taken at national and regional levels to combat illegal trade in ODS;
- Improved access to ODS-related technical information and enhanced experience exchange;
- Indirect support provided for the implementation of investment projects through strengthened institutional and legal frameworks.

For 2015, UNEP proposes to use the following performance indicators in line with Decisions 71/21 and 71/28 and guidance received during the 2014 Inter-Agency Coordination Meetings:

TABLE 1: PERFORMANCE INDICATORS APPLICABLE TO ALL AGENCIES

Type of Indicator (Existing, Modified, New)	Short Title	Calculation	UNEP proposal
Planning--Approval (Existing)	Tranches approved	Number of tranches approved vs. those planned*	50
Planning--Approval (Modified)	Projects/activities approved	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)**	72
Implementation (New)	Funds disbursed (Replaces milestones achieved)	Based on estimated disbursement in progress report	15
Implementation (Modified)	ODS phase out	ODS phase out for tranche when the next tranche is approved vs. those planned per business plans	5.8
Implementation (Modified)	Project completion	Project completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)	23
Administrative (Modified)	Speed of financial completion	The extent to which projects are financially completed 12 months after project completion	14
Administrative (Existing)	Timely submission of project completion reports	Timely submission of project completion reports vs. those agreed	Yes
Administrative (Modified)	Timely submission of progress reports	Timely submission of progress reports and business plan and responses unless otherwise agreed	Yes

TABLE 2: PERFORMANCE INDICATORS APPLICABLE TO UNEP'S COMPLIANCE ASSISTANCE PROGRAMME

Performance Indicator	Data	Assessment	UNEP's target for 2015
Efficient follow-up to regional network/ thematic meetings	List of recommendations emanating from 2014 regional network/thematic meetings	Implementation rate of those meeting recommendations that are to be implemented in 2015	90 % implementation rate
Effective support to NOUs in their work, particularly guidance to new NOUs	List of innovative ways/means/products/ services for supporting NOUs in their work, with specification of those destined for new NOUs	Number of innovative ways, means, products, services for supporting NOUs in their work, with specification of those destined for new NOUs	7 such ways, means, products, services; All new NOUs receive capacity building support. 10 additional countries submit CP reports using the Multilateral Fund Secretariat's online data reporting system.
Assistance to countries in actual or potential non-compliance (as per MOP decisions and/or as per reported Article 7 data and trend analysis)	List of countries in actual or potential on compliance that received CAP assistance outside the network meetings	Number of countries in actual or potential non-compliance that received CAP assistance outside the network meetings	All such countries
Innovations in production and delivery of global and regional information products and services	List of global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways	Number of global and regional information products and services destined for new target audiences or that reach existing target audiences in new ways	7 such products and services
Close cooperation between CAP regional teams and Implementing and bilateral agencies working in the regions	List of joint missions/ undertakings of CAP regional staff with Implementing and bilateral agencies	Number of joint missions/undertakings	5 in each region

V. POLICY, ADMINISTRATIVE AND FINANCIAL ISSUES

None.